

**FSM 2006:**  
**SEMINAIRE INTERNATIONAL CAMPAGNE EXPULSIONS ZERO , POUR L'UNITE GLOBALE**  
**DES MOUVEMENTS SOCIAUX DE LUTTE POUR LE LOGEMENT**  
**Carlos Escalante**

Dans le cadre du Forum Social Mondial de Caracas, l'Alliance Internationale des Habitants (AIH) a tenu avec succès le séminaire international intitulé "Campagne Expulsions Zéro: pour l'unité globale des mouvements sociaux de lutte pour le logement."

Le séminaire a réuni plus d'une centaine de participants, représentant diverses organisations sociales de 15 pays (Venezuela, Pérou, République Dominicaine, Haiti, Mexique, Porto Rico, Canada, France, Italie, Brésil, USA, Colombie, Nicaragua, Inde, Espagne), qui ont débattu avec enthousiasme et ardeur sur les problèmes et solutions à apporter dans les domaines du logement et de l'habitat.

Dès l'ouverture du séminaire, le coordinateur de l'AIH, Cesare Ottolini, a déclaré que l'objet de l'Alliance est que les habitants se fassent entendre, car ce sont eux qui font les villes et, de ce fait, ont le droit d'exprimer leur opinion sur le destin de celles-ci. Il a ainsi rappelé le rôle de l'Alliance dans la promotion des mobilisations visant à mettre fin aux expulsions sur le plan global, ainsi que les engagements obtenus à cette fin de la part des autorités de Rome et du gouvernement kenyan. Ottolini insista sur la nécessité de mettre en place un système d'alerte contre les expulsions et de créer un Fonds Populaire de Solidarité, contrôlé par les organisations sociales et chargé de canaliser les ressources financières correspondant aux économies dégagées sur le paiement de la dette extérieure.

La réunion a débouché sur les conclusions et les résultats suivants:

Larry Alvarez, de l'Ecole Sociale Rodrigueana au Venezuela, a souligné la nécessité de se plonger dans nos mémoires pour faire resurgir les bases de notre culture populaire, qui s'exprime entre autres dans la façon de construire et d'habiter nos maisons et nos quartiers. Depuis les Comités sur les Terres Urbaines, il est devenu clair que le problème principal réside dans la logique de marché qui considère le logement et la vie comme des marchandises et qui a conduit à la multiplication des expulsions à l'encontre de tous ceux qui n'ont pas les moyens suffisants d'acquiescer un logement par le biais des mécanismes du marché. Comme il est impossible de mettre fin à une expulsion en recourant aux voies légales, l'unique alternative est la pression sociale.

Le représentant péruvien du Groupe Initiative Urbaine, Roger Muro, a proposé l'idée d'un protocole facultatif des DESC, selon lequel le gouvernement péruvien pourrait faire l'objet de requêtes pour non-exécution des recommandations formulées par le porte-parole spécial du logement, Miloon Kothari.

Pour sa part, Pedro Franco, de la République Dominicaine, a fait remarquer que la stratégie pour faire respecter le droit au logement, si souvent bafoué dans nos pays, bien que figurant dans les constitutions, passe par l'unité du Mouvement Urbain Populaire et la construction d'un espace commun ou "Via Urbana".

Une participante venant d'Haiti a fait part des violences dont sont victimes les immigrants haitiens en République Dominicaine, pays qui ne leur reconnaît aucune existence juridique.

Le représentant de Porto Rico a déclaré que son pays connaissait une longue histoire en matière d'expulsions, d'abord liées à la conquête espagnole et à l'élimination de la population indigène qu'elle a généré, puis aux "marines" des Etats Unis, pour enfin être le fait de campagnes de développement qui entraînent l'expulsion de populations entières en vue de construire des installations militaires, des autoroutes, des complexes touristiques et des centres commerciaux. Il a cité l'exemple de l'île de Viaques, des communautés voisines de l'Université d'Etat de Porto Rico, Caimito y Santurce. Face à cette situation, il a prôné la défense du droit à la participation dans les processus de prise de décision, l'éducation et la formation des communautés au contrôle des actions politiques et sociales qui les affectent, et l'urgente nécessité de mettre en place un régime foncier rural et urbain en fonction des besoins de la population.

Cristina Almazan, représentant l'UCISV-Veracruz au Mexique, a insisté sur l'importance de construire un processus urbain unitaire, de développer l'action locale pour favoriser la stabilité foncière des familles, et de prendre en main la production sociale du logement et de la ville.

Un des thèmes qui est ressorti du débat est la contradiction entre droit à la propriété et droit à un logement digne.

Enfin, le coordinateur de l'AIH a rappelé que sur les six milliards d'habitants dans le monde, un milliard vit sous la menace d'une expulsion, et a donc exhorté les participants à impulser la campagne "Expulsions Zéro," qui implique une chaîne d'initiative solidaires.

Premièrement, il faudra mettre en place dans chaque pays des antennes de façon à repérer les menaces d'expulsions, les mettre en réseau et défendre le droit au logement localement et globalement.

Pour répondre à l'argument avancé par les gouvernements, selon lequel ils ne disposent pas des moyens suffisants pour mettre en oeuvre les objectifs du Millénaire, l'AIH propose d'instaurer des Fonds Populaires pour la Terre et le Logement, financés par un mécanisme d'annulation de la dette en échange de politiques de logement socialement contrôlées. Et, de la même manière, promouvoir les missions de l'UN-AGFE dans les pays où il existe une menace d'expulsions forcées à l'encontre des populations les plus démunies.

Pour réaliser ce système d'alerte, l'unité des mouvements sociaux urbains, l'établissement d'alliances fortes au sein du mouvement altermondialiste, notamment avec Via Campesina, et un partenariat solide, y compris avec les autorités locales et les gouvernements progressistes, sont des éléments absolument indispensables. Cela suppose naturellement l'émergence d'un nouveau type de leaders communautaires, à la fois bien ancrés dans le tissu social et conscients des défis que pose la globalisation sur les territoires. Dans cette perspective, les activités de recherche et de formation proposées par l'Université Populaire Urbaine, impulsée par l'AIH, revêtent une importance primordiale.

En cas de menace d'expulsions, chaque anneau de la chaîne devra réagir solidairement: appels, manifestations, négociations avec les responsables.

A la fin du séminaire, de manière à démontrer la force de cette chaîne, nous nous sommes tous pris la main pour former une chaîne représentant notre engagement à lutter pour la défense du droit au logement, dans nos pays et dans le monde entier, sans frontières.